

"Il fallait à tout prix sauver le communisme international" dans La Croix (6 novembre 1956)

Légende: Le 6 novembre 1956, le journal français La Croix examine l'attitude de la presse soviétique depuis le début de l'insurrection en Hongrie. A la lumière de Pravda, il résulte que les Russes ont d'abord été surpris par l'ampleur de la révolution qui les a contraints à un recul stratégique. Ils ont mis à profit ce répit pour préparer la contre-attaque et ils ont exploité la conjoncture internationale pour porter impunément le coup de grâce à la révolution hongroise.

Source: La Croix. 06.11.1956. [s.l.]. "Il fallait A TOUT PRIX sauver le communisme international", auteur:A.W.

Copyright: (c) La Croix

URL:

http://www.cvce.eu/obj/il_fallait_a_tout_prix_sauver_le_communisme_international_dans_la_croix_6_novembre_1956-fr-5e8325a3-ff18-40f6-a522-e3aff1eb4161.html

Date de dernière mise à jour: 12/04/2023



La "Pravda" commente les événements de Hongrie

Il fallait A TOUT PRIX sauver le communisme international

La surprise des premiers jours

C'est le 25 octobre que la *Pravda* signale pour la première fois les événements de Hongrie. Des jeunes fascistes, des bandits armés et les noirs éléments de la contre-révolution se sont insurgés contre le gouvernement populaire. « Le gouvernement de la République populaire de Hongrie s'est adressé à l'U. R. S. S. pour demander du secours. Sur cette demande, les troupes soviétiques qui se trouvent en Hongrie en vertu du traité de Varsovie ont prêté secours aux troupes hongroises pour rétablir l'ordre à Budapest. » Selon le journal communiste, le soir du 24 octobre, « l'aventure ennemie était liquidée ».

La *Pravda* du 26 octobre, sous le titre: *Vers l'échec de l'aventure anti-populaire en Hongrie*, reproduit une déclaration du Conseil des ministres hongrois: « Sur l'ordre du Conseil des ministres, l'armée hongroise, les troupes nationales, des groupes armés de travailleurs, avec l'aide des troupes soviétiques, ont liquidé le putsch contre-révolutionnaire dans la nuit du 24-25 octobre. »

Le journal du 27 est obligé de reconnaître qu'à Budapest même et dans le pays subsistent des îlots de résistance armée. Sans mentionner l'activité des troupes soviétiques, il conclut « Le gouvernement est maître de la situation. »

Le 28 octobre, la *Pravda* sort de sa réserve, mais son embarras est extrême. Il fallait, d'une part, donner une explication de l'ampleur du mouvement révolutionnaire, tous les jours liquidé et tous les jours plus puissant, et justifier, d'autre part, la brutale intervention des armées soviétiques en Hongrie. Les insurgés sont des fascistes vendus à l'Amérique, à l'Angleterre, à Bonn (la France n'est pas nommée). C'est l'Amérique qui a préparé cette révolution par des parachutages d'armes, de ballons et de littérature subversive. Pour sauver le communisme en péril, et sur la demande du gouvernement hongrois, les troupes soviétiques sont intervenues. Selon la *Pravda*, Imre Nagy l'a dit lui-même à la radio: « L'intervention des troupes soviétiques était nécessaire pour la sauvegarde des intérêts vitaux du régime socialiste. C'est pourquoi, poursuit la *Pravda*, les troupes soviétiques, stationnées en Hongrie conformément au traité de Varsovie, prennent part aux côtés de l'armée hongroise à la lutte contre les éléments fascistes. »

La *Pravda* du 29 octobre est laconique. Imre Nagy renonce à l'appui des troupes russes. « Le gouvernement, dit le journal communiste, a donné ordre à ses troupes de cesser le feu. Pour la défense de l'ordre et le rétablissement de la sécurité publique seront constituées incessamment de nouvelles forces armées dans lesquelles entreront les éléments de l'armée et de la police, ainsi que les groupes armés des travailleurs et de la jeunesse. » Le 30 octobre, la *Pravda* signale que « Budapest revient à la vie normale ». Le 31, un bref communiqué de l'Agence *Tass* annonce que dans la nuit du 29 au 30, la situation est redevenue critique à Budapest.

Le mouvement de recul

A dire vrai, la situation était critique à Moscou surtout, Mikoïan et Souslov, revenus de Budapest, annonçaient au Comité central que la révolution antisoviétique était sur le point de l'emporter en Hongrie. Le seul moyen d'en avoir raison paraissait alors d'annexer le mouvement. Pour réussir dans cette entreprise difficile, il fallait faire semblant de retirer les troupes soviétiques de Hongrie, car leur intervention précipitée bien loin de mâter la révolution, avait eu pour conséquence de généraliser le mouvement insurrectionnel. On décida par conséquent de faire sortir les troupes soviétiques de Budapest. On promit même de les retirer complètement de la Hongrie. Le Comité central expliqua son attitude dans une déclaration qui fit naître en Occident un optimisme d'autant plus inconsidéré qu'on n'avait pas la teneur exacte du document.

« Conformément au traité de Varsovie, disait ce texte, des unités soviétiques sont stationnées dans les Républiques de Hongrie et de Roumanie. En Pologne, les unités de l'armée soviétique sont présentes en vertu des accords de Potsdam conclus entre les quatre puissances et en vertu du traité de Varsovie. Il n'y a

pas de troupes soviétiques dans les autres pays de démocraties populaire ». (Cette affirmation est au moins fautive dans le cas de l'Allemagne orientale. Gomulka, il y a quelques jours à peine, a mentionné la présence des troupes soviétiques en Allemagne orientale. Il a même justifié, par ce fait, la présence des troupes soviétiques en Pologne.)

Le gouvernement soviétique se déclarait prêt à retirer ses troupes de Hongrie. Mais il formulait en même temps une condition qui rendait la promesse tout à fait illusoire. Il exigeait pour ce retrait non seulement l'accord des deux gouvernements intéressés, mais encore le consentement de tous les signataires du traité de Varsovie c'est-à-dire de toutes les Républiques populaires, à l'exception de l'Allemagne orientale qui n'avait pas d'armée officielle au moment de la signature des accords.

Le coup de force prémédité

Cette position d'attente, arrêtée le 30 octobre, devait changer radicalement, dès le lendemain, à la suite de deux événements, l'un intérieur à la Hongrie, l'autre de caractère international. D'une part, en effet, le gouvernement d'Imre Nagy rompait l'un après l'autre les liens qui le rattachaient au bloc soviétique. Mais, surtout, le conflit entre Israël et l'Égypte et l'intervention armée de la France et de l'Angleterre, firent passer les événements de Budapest au second plan de l'actualité internationale. Les Russes n'en demandaient pas tant. Au surplus, la regrettable division des Alliés occidentaux vint redonner aux soviétiques une liberté d'action qu'ils n'espéraient déjà plus. Quoi qu'ils fassent en Hongrie, ils étaient assurés de l'impunité internationale: les Anglais et les Français avaient leur attention et leurs forces concentrées sur Suez. Les Américains étaient occupés à la campagne électorale et à se scandaliser de l'attitude franco-anglaise. Tout le reste n'était qu'indignation vertueuse et stérile.

En conséquence, le Comité central de Moscou et l'état-major soviétique décidèrent de recourir à la force pour reconquérir la Hongrie à l'obéissance communiste. Ils évacuèrent Budapest mais occupèrent toutes les frontières de la Hongrie. Du 1^{er} au 3 novembre, on amena en force des renforts. Le matin du 4 novembre, les chars soviétiques sont rentrés dans Budapest, ville héroïque et martyre.

A 13 h. 19, Radio Moscou annonçait: « Ce matin, les forces de la conspiration réactionnaire contre le peuple hongrois ont été écrasées. Un nouveau gouvernement révolutionnaire d'ouvriers et de paysans hongrois a été formé, présidé par Janos Kadar. »

Pendant dix jours, tout un peuple a risqué sa vie pour retrouver la liberté. La force est venue tout remettre en ordre. L'ordre règne à Budapest, l'ordre soviétique, j'entends, pour qui toute aspiration à la liberté des personnes et des nations est un crime inexpiable qui ne peut être lavé que dans le sang. Jusqu'à quand les peuples libres resteront-ils sourds à cette clameur du sang innocent ?

A. W.